

Quelle démocratie demain ?

Sondage | Très attachés à cette notion, les Français ne manquent pas d'idées pour la sauver.

Jean-Philippe Moinet, fondateur de *La Revue civique* et directeur conseil de l'institut ViaVoice, présente les enseignements de la grande enquête sur la démocratie en France dévoilée ce jeudi.

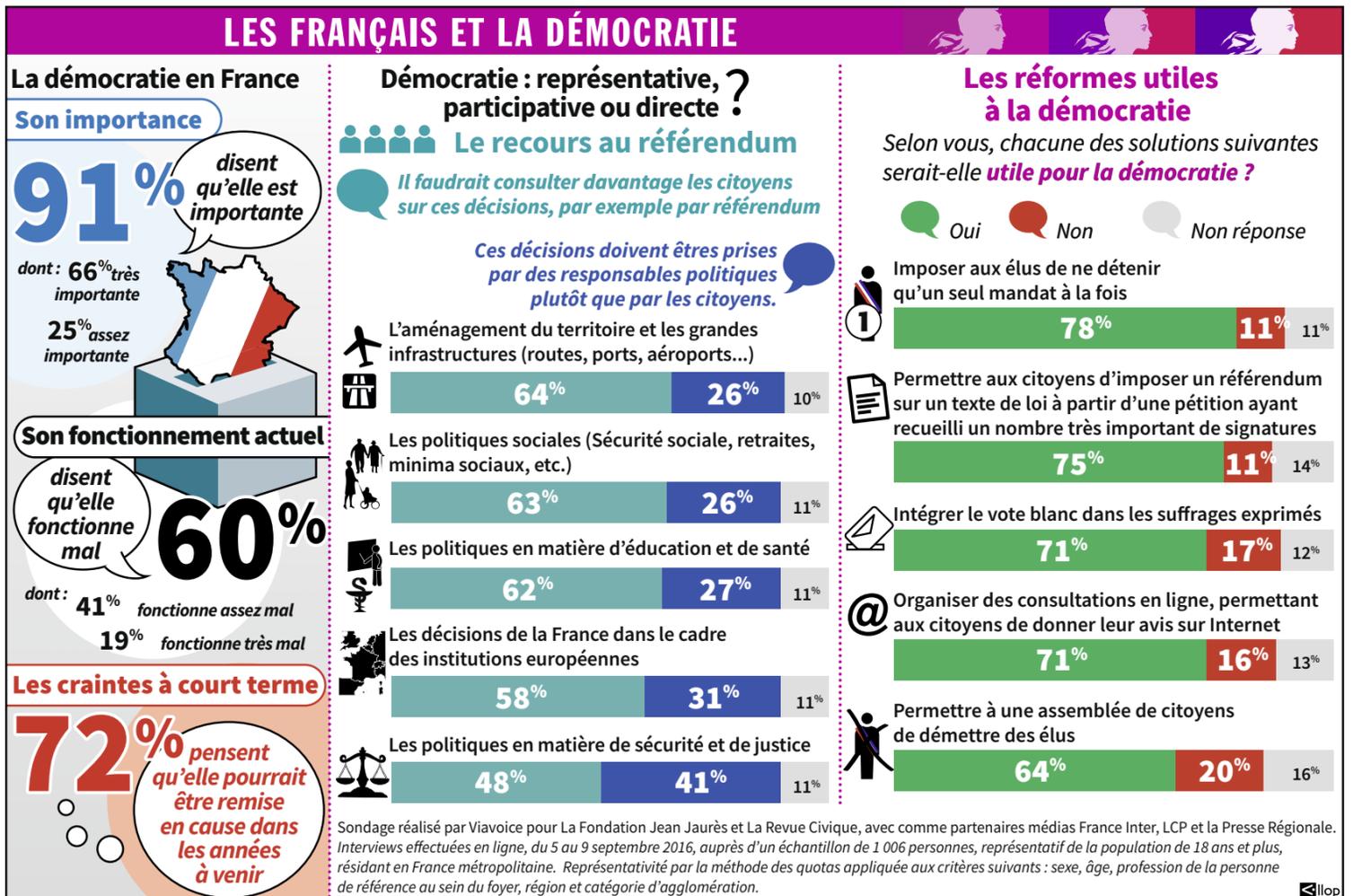
Les Français se disent très démocrates, mais inquiets. Comment l'analysez-vous ?
Le niveau d'attachement très élevé à la démocratie (91%) nous a surpris en bien. Une étude précédente avait démontré qu'un certain nombre de personnes pouvaient basculer sinon dans le reniement, mais dans le relativisme. Cette enquête montre un attachement sans relativisme. Par ailleurs, ressort une forte inquiétude quant aux menaces pouvant peser sur la démocratie: l'extrémisme politique, l'intégrisme religieux et le comportement des politiques eux-mêmes pas rapport à leur usage de la démocratie.

L'image des élus est négative. Ce phénomène s'accroît-il ?
C'est une constante qui peut être aggravée, mais cela dépend du type d'élu. Il y a des différences entre le local, plus épargné, et le national. Et au sein des élus nationaux, les sénateurs sont plus touchés que les députés. La défiance se voit dans le souhait des Français de limiter le nombre de parlementaires ou de pouvoir démettre les élus de leurs fonctions. 64% des citoyens le pensent.

« Les Français sont désireux de participer et disponibles »

L'originalité de votre enquête, ce sont les solutions que proposent les sondés: mandat unique, référendums, consultations. Ces points sont-ils fondamentaux pour eux ?

La question du cumul des mandats est fondamentale. Il est intéressant de voir à quel point les Français sont attachés à la réforme actuelle, et voudraient même aller plus loin. Ce qui contredit une proposition récente de l'un des candidats à la présidentielle, Nicolas Sarkozy, qui veut revenir sur la loi. C'est un point saillant: 83% des français - c'est énorme - sont favorables à la loi de 2014 et 78% considèrent le non-cumul prioritaire! Autre axe important, leur appel à une démocratie plus participative.



Sondage réalisé par ViaVoice pour La Fondation Jean Jaurès et La Revue Civique, avec comme partenaires médias France Inter, LCP et la Presse Régionale. Interviews effectuées en ligne, du 5 au 9 septembre 2016, auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine. Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants: sexe, âge, profession de la personne de référence au sein du foyer, région et catégorie d'agglomération.

Avec d'abord le recours plus fréquent au référendum, sur des thèmes inattendus: l'aménagement du territoire, les politiques sociales, l'éducation et la santé, des questions concrètes plutôt que des grandes questions, auxquelles on pense en se disant que les Français basculeraient dans un populisme extrême. Or, pour les questions liées aux enjeux de sécurité ou de politique étrangère, ils considèrent - c'est une forme de maturité démocratique - qu'elles relèvent de la responsabilité politique, d'une forme d'expertise, et non du registre de la pulsion référendaire. Et puis il y a ce désir d'un recours plus fréquent à de simples consultations, notamment en ligne, pour 71%. Ils considèrent que c'est un bon moyen de ressourcer la

démocratie que d'utiliser les outils numériques.

Cela renvoie à une déconnexion entre le monde politique et les Français. Ces derniers sont-ils plus modernes qu'on ne le croit ?
Oui! C'est un constat. Plus modernes et mesurés que ce que pensent certains élus. Avec une aspiration à la participation qui est à la mesure du rejet du système politique et partisan. Car il y a surtout un rejet des partis, qui reflète une crise de la représentation. Les partis, notamment le PS et Les Républicains, sont en voie d'être contournés par d'autres systèmes. Participation citoyenne, pétitions en ligne, des formes comme le mouvement En marche! ou la France insoumise. Il y a une forme d'expression démocratique nouvelle.

On sent du rejet et d'autre part l'envie de construire. Qu'est-ce qui l'emporte ?

Le rejet est fort. Il y a une fracture civique, qui s'est accentuée. (...) Il faut que les partis de gouvernement s'emparent de la volonté de participer des citoyens. Car ils ne rejettent pas la politique, mais les politiques. Ils sont même souvent passionnés par la question. Ils sont désireux de participer et disponibles. Il faut trouver des solutions. Les Français donnent des pistes. Par exemple, qu'une partie des sénateurs soit tirée au sort. Sans oublier une dose de proportionnelle. On peut imaginer plein de choses et ressourcer la démocratie.

Propos recueillis par **CAROLINE FROELIG**
cfroelig@midilibre.com



■ Jean-Philippe Moinet, fondateur de "La Revue civique", directeur conseil ViaVoice.

Cumul: nos lecteurs n'en veulent plus

Avis | Les régionaux se disent ulcérés par le fait d'exercer plusieurs mandats.

Lancée sur internet et les réseaux sociaux, la question a fait bondir en nombre les lecteurs de *Midi Libre*. Que pensez-vous du cumul des mandats? Eh bien, à deux ou trois exceptions près, l'écrasante majorité le refuse vivement. « C'est un scandale! » pour Simone.

À l'image des réponses données dans l'enquête ViaVoice, la plupart se félicite de la loi de 2014 (tout en regrettant qu'elle ne s'applique qu'en 2017) et souhaite souvent aller encore plus loin. Le mot est lâché chez certains: mandat unique! Accompagné, pour F., du souhait de l'ajout d'une « charte éthique genre Anticor pour contrôler les dépenses ». Pour Didier: « Il faut choisir. Ne me dites pas que l'on peut allègrement gérer plusieurs mandats en faisant un travail de qualité et en s'investis-

sant correctement. Tout est bien sûr question d'argent en France! » Visée aussi, « la concentration des pouvoirs dans quelques mains », selon Max.

« Indispensable dans une vraie République »

Rémy, lui, est contre le cumul, mais souhaite qu'un « élu qui a fait un bon mandat » puisse être réélu. Pour Marc, « l'interdiction des cumuls est indispensable dans une vraie République démocratique. Indispensable pour restaurer le respect des électeurs. On ne peut pas nous obliger à voter pour des opportunistes qui ne pensent qu'à se faire élire puis réélire. »

« On demande au peuple français de faire des restrictions pour l'économie de notre pays et les politiciens,

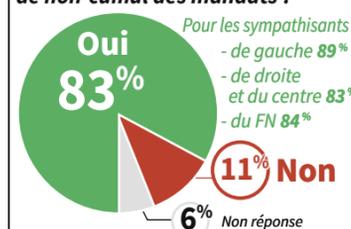
eux, ne font aucune restriction. Pour quelle raison? », s'interroge Hugues. Christian se veut lui très précis: « Il faut limiter à un mandat renouvelable une fois. Cela éviterait l'effet de clientélisme et permettrait à de nombreux citoyens de participer à la vie politique, au lieu de la voir prise en otage par une classe supérieure qui en fait son seul métier. »

La parole, enfin, aux rares qui ne refusent pas le cumul. Comme Benoît: « Je suis moins choqué par un cumulard qui exécute correctement ses attributions que par un incapable respectant la règle du non-cumul. » Et d'ajouter qu'il n'y a pas que les politiques qui cumulent...

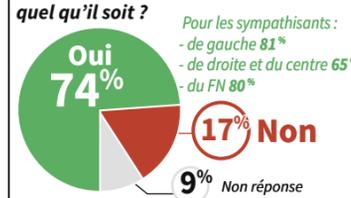
C. F.

Lire aussi notre question du jour en page Votre avis

Êtes-vous favorable à la loi de non-cumul des mandats ?



Souhaiteriez-vous aller plus loin, en interdisant tout cumul de mandat, quel qu'il soit ?



Illopp - Source: ViaVoice - Observatoire de la démocratie

L'ENQUÊTE

L'institut ViaVoice

C'est ce jeudi que l'institut ViaVoice dévoile sa grande enquête sur la démocratie en France.

Elle a été commandée par La Revue civique et la fondation Jean Jaurès avec des partenaires médias: la presse régionale dont *Midi Libre*, mais aussi *France Inter* et LCP.

Cet observatoire de la démocratie s'intéresse de façon très large à la perception que peuvent avoir les Français de la démocratie et aux solutions susceptibles d'en améliorer l'exercice.

Il s'agit de la deuxième vague d'une enquête d'opinion déjà réalisée voici deux ans.

Un échantillon de mille personnes représentatives de la population française métropolitaine, âgée de 18 ans et plus, a été sondé.